

# COP26 : la France s'engage enfin à ne plus soutenir financièrement les énergies fossiles

**Planète Info** / [Les Amis de la Terre](#) le 13 novembre 2021

<https://www.notre-planete.info/actualites/4869-France-fin-financement-energies-fossiles-COP26>

**Après plus d'une semaine de tergiversation, la France devient le 33e pays à s'engager à cesser tout soutien financier les énergies fossiles, y compris le gaz, à l'étranger dès fin 2022. Les Amis de la Terre France, Oxfam France et 350.org saluent cette décision très attendue et une victoire clé de la mobilisation, après des années de campagne de la société civile. Les ONG resteront vigilantes à la bonne mise en œuvre de cette déclaration et appellent Emmanuel Macron à agir dès aujourd'hui, en refusant notamment officiellement de soutenir le méga-projet gazier de Total en Arctique.**

Le 4 novembre 2021, 25 pays et institutions se sont engagés à mettre fin à leur soutien aux énergies fossiles d'ici la fin 2022, avec certaines exceptions. Après les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Espagne en début de semaine, la France a à son tour signé cette déclaration, portant à 33 le nombre de signataires. Au total, cela pourrait rediriger chaque année 24,1 milliards de dollars des énergies fossiles vers la transition et les énergies propres. Cela correspond à 38 % des financements publics accordés aux énergies fossiles par les pays et banques de développement du G20 entre 2018 et 2020[1].

"En janvier 2020, la France avait décidé de mettre immédiatement fin à tout soutien public aux projets de recherche et d'exploitation pour le charbon et les hydrocarbures non conventionnels. Le Gouvernement a également défini une trajectoire d'arrêt des financements exports pour les projets de recherche et d'exploitation en 2025 des projets pétroliers et en 2035 des projets gaziers." précise le gouvernement français dans un communiqué.

Entre 2009 et 2019, la France avait accordé 9,3 milliards d'euros de financements exports aux énergies fossiles[2]. En juillet 2019, les ONG les Amis de la Terre France, Oxfam France et le Réseau Action Climat alertaient sur le contre-sens de continuer à subventionner les énergies fossiles dans un contexte d'urgence climatique[3].

▲ Publi-reportage ▲

*"Enfin ! Il aura fallu pas moins de deux ans pour que la France mette en application les engagements pris par Emmanuel Macron à la tribune de l'ONU en septembre 2019. Face à la pression internationale croissante lors de la COP26, la France était devenue complètement isolée et n'avait plus d'autre choix. Cette victoire est aussi à mettre au crédit de la mobilisation active de la société civile depuis plusieurs années. Nous resterons vigilants sur la mise en œuvre pleine et entière de cet engagement. Nous resterons vigilants sur la mise en œuvre pleine et entière de cet engagement",* déclare Armelle Le Comte, responsable du plaidoyer climat chez Oxfam France.

Cette déclaration laissant la porte ouverte à certaines exceptions, nous rappelons qu'elle ne doit pas être détournée de son objectif pour maintenir des soutiens à de nouveaux projets d'exploration et de production d'énergies fossiles, mais aussi d'infrastructures de transport, d'export et de production d'électricité. Les promesses de capture ou de compensation des émissions de gaz à effet de serre ne doivent en aucun cas servir de caution à l'octroi de financements publics à l'industrie pétrolière et gazière. Compte tenu des limites et des coûts élevés de ces technologies, nous attendons des signataires qu'ils mettent fin à tout soutien direct aux combustibles fossiles à l'étranger d'ici la fin de l'année prochaine.

*"Cet engagement est une première étape importante et un levier pour que la société civile impose la fin de tout financement public et privé aux énergies fossiles. La France doit se libérer de l'emprise de Total sur ses politiques énergétiques. Il est indispensable d'abandonner les projets EACOP (Ouganda) et Arctic LNG 2 ainsi que l'extraction du gaz à Vaca Muerta (Argentine) et au Mozambique."* souligne Isabelle L'Héritier, chargée de campagne à 350.org.

## Notes

1. Oil Change International, Friends of the Earth US, [Past Last Call: G20 public finance institutions are still bankrolling fossil fuels](#), octobre 2021.
2. Ministère de l'Economie, [Propositions de pistes de modulation des garanties publiques pour le commerce extérieur](#), 2019, p.9.
3. Amis de la Terre, Oxfam et RAC [Cachez ces fossiles que l'on ne saurait voir - 3 institutions financières publiques à l'épreuve de l'Accord de Paris](#), 2019.